

En Algérie, de plus en plus d'embarcations tentent la traversée vers l'Europe

PAR NEJMA BRAHIM
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 8 OCTOBRE 2021

Au cours des dernières semaines, les traversées par voie maritime entre l'Algérie et l'Espagne ont augmenté et plusieurs embarcations ont fait naufrage. Sur la route de la Méditerranée occidentale, le nombre de disparitions et de décès a pratiquement doublé entre 2020 et 2021.



Yassine, un jeune Oranais, a tenté la traversée à plusieurs reprises sans succès. © NB.

Sur les réseaux sociaux, les images de jeunes Algériens prenant la mer à bord de frêles embarcations en bois ou semi-rigides pullulent depuis quelques semaines. Mi-septembre, plus de 1000 *harraga* (du nom de ces candidats au départ qui tentent la traversée du Maghreb à l'Europe par la voie maritime) algériens auraient gagné les côtes espagnoles en l'espace de trois jours, selon plusieurs médias algériens. Une information également relayée par un membre de l'ONG espagnole Héroes del Mar, qui évoque en parallèle davantage de naufrages et de morts cette année.

« Il y a eu une hausse des traversées assez forte ces derniers mois, surtout des embarcations transportant des Algériens. Un nombre important de personnes est arrivé en moins de 72 heures sur les côtes espagnoles, c'est quelque chose que l'on a rarement vu. La belle saison se termine, de plus en plus de personnes se précipitent pour partir », détaille Francisco Jose Clemente Martin, également membre du Centre international pour l'identification de migrants disparus (CIPIMD).

« Il y a une intensification des départs de l'Algérie vers l'Espagne depuis juin dernier, souligne Nabila Moussaoui, anthropologue et chercheuse algérienne à l'université Oran II-Mohamed Ben Ahmed. Mais depuis quelques semaines, on voit des chiffres encore plus importants. »



Yassine, un jeune Oranais, a tenté la traversée à plusieurs reprises sans succès. © NB.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) décompte au 5 octobre 2021 13986 arrivées en Espagne par la route de la Méditerranée occidentale, dont 2116 en juillet et 2040 en août, 3951 en septembre. À la mi-septembre, l'OIM note ainsi une hausse de 33% du nombre de traversées par rapport à l'an dernier à la même période.

Selon nos informations, 90% des personnes ayant réussi la traversée seraient originaires du Maghreb. L'Algérie serait la nationalité la plus représentée. « On voit aussi, beaucoup plus que d'habitude, des jeunes femmes algériennes célibataires, avec ou sans enfants. Et la féminisation du phénomène ne concerne pas que les femmes de l'Oranie, certaines sont originaires de Bejaïa [en Kabylie – ndlr] et ont d'ailleurs péri dans des naufrages récemment », poursuit la chercheuse, spécialiste des migrations.

Près du double de décès en un an

Car cette augmentation du nombre de traversées s'accompagne aussi de drames humains. Le 26 septembre, le CIPIMD faisait état de quatre embarcations de *harraga* naufragées près des côtes espagnoles, causant la mort d'une cinquantaine de personnes, dont des femmes et enfants.

« L'une des personnes était une femme de 23 ans avec un enfant. Elle était originaire de Seddouk, un village situé près de Bejaïa », indique un membre dirigeant

de l'association Bejaïa littoral qui observe «avec inquiétude» le phénomène de harraga prendre de l'ampleur cette année.

«Lorsqu'il est si difficile d'aller en Europe, les gens ont la tentation de passer par des moyens détournés, ce qui a un effet immédiat sur le nombre de morts, analyse le sociologue marocain Mehdi Alioua qui s'intéresse aux flux migratoires au Maghreb. Il y a une hypocrisie européenne à vouloir dire que ceux qui tentent la traversée sont des fous, des inconscients ou des profiteurs. Ils passent dans des conditions dangereuses car il y a de l'espoir. Une fois en Europe, ils sont une majorité à régulariser leur situation.»

À ce jour, l'OIM comptabilise 263 disparitions et décès sur la route de la Méditerranée occidentale pour l'année 2021 – une sous-estimation puisque beaucoup de naufrages sont dits «invisibles» et ne sont pas documentés. «De notre côté, nous en comptons plus de 300», complète Francisco Jose Clemente Martin. Entre 2020 et 2021, sur la même période (de janvier à septembre), le nombre de disparitions et de décès a presque doublé, passant de 131 à 240 selon l'OIM. Si la hausse des départs sur les trois derniers mois s'explique en partie par le facteur météorologique, elle traduit également un profond mal-être de la société algérienne, en proie à des difficultés socioéconomiques grandissantes.

Le Hirak (mouvement de contestation sociale né en Algérie en février 2019), qui avait redonné espoir à une partie de la population (lire *ici* notre reportage ou voir *là* notre dossier) s'est essoufflé depuis la crise sanitaire liée au Covid-19.

«La hausse du trafic ces dernières semaines et la présence plus marquée des femmes dans les traversées sont un révélateur de ce qu'il se passe dans la société, décrypte Nabila Moussaoui. Il y a d'une part une rupture de confiance avec le gouvernement, car l'arrivée de Tebboune [le président algérien – ndlr] n'a démontré aucun changement, d'autre part, la cherté de la vie, la hausse des prix qui a atteint 30%, le manque de perspectives, le projet avorté de l'Algérie nouvelle avec la fin du Hirak, la fermeture

des frontières, la dévalorisation de l'État algérien sur le plan international... Tout cela pèse sur la vie des locaux.»

Le désespoir d'un peuple livré à lui-même

Selon la chercheuse, de plus en plus d'Algériens issus des classes moyenne et intellectuelle seraient tentés d'émigrer au Canada par la voie légale, tandis que la France a récemment annoncé durcir l'octroi de visas aux Maghrébins (lire *ici* notre analyse). «Les gens se disent qu'ils ont laissé une chance au pays de se reconstruire, mais qu'ils n'arriveront pas à s'en sortir avec cette gangrène», poursuit-elle, ajoutant que le gouvernement algérien a «occulté la question migratoire pourtant prégnante dans la société».

« Il y a un ras-le-bol général et une misère sociale tels en Algérie que les gens sont arrivés à un point de non-retour », enchaîne le membre dirigeant de Bejaïa littoral, dont l'association a tenté d'alerter sur les drames humains en cours. «C'est l'Europe ou la mort», écrivait-elle sur sa page Facebook pour commenter la **vidéo** de jeunes harraga dans une mer agitée avec, en fond sonore, *La Misère*, d'Anis Dziri: «La misère w ljou3 en parallèle... Trig el mout, sayi fih mchina » («La misère et la faim en parallèle... Ça y est, on a emprunté la route de la mort»).

« J'ai passé mon bac l'an dernier mais ne l'ai pas eu, confie Nassim*, 20ans, un harrag parti il y a quelques mois. En vendant des téléphones à droite à gauche, j'arrivais à gagner entre 100 et 150euros par mois [20000 et 30000dinars – ndlr]. Mon frère, qui a un doctorat et enseigne, touche 200euros par mois. On ne peut pas vivre comme ça. Tous mes amis du quartier sont partis aussi. Moi, j'y pensais depuis 2017. J'étais tellement mal ces dernières années que je suis tombé en dépression... jusqu'à aller voir un psychologue. C'est une énorme souffrance lorsqu'on sait qu'on n'a pas d'avenir. Mais si j'avais pu construire ma vie ici, je serais resté dans mon pays, près des miens.»

Face au désarroi de la population, les réseaux de passeurs gagnent en puissance et sont mieux structurés, notamment dans l'Oranie. L'arrestation du passeur surnommé «Tropico », il y a quelques années, adoubé par les jeunes et connu pour ses prestations «de

qualité», n'a pas suffi à enrayer le phénomène dans cette région. *«La marine n'arrive plus à faire face. Même quand elle tente de les stopper, [les passeurs] arrivent à leur échapper car leurs embarcations sont plus rapides»*, raconte un pêcheur oranais sous couvert d'anonymat. Il affirme avoir assisté au cours des derniers mois à plusieurs courses-poursuites entre les passeurs et la marine, comme le montre cette vidéo.

« Certains jours, j'ai compté jusqu'à 11bateaux de passeurs amarrés dans l'eau. Ils étaient visibles de tous et attendaient que la météo soit bonne pour récupérer les harraga et partir», poursuit le pêcheur. Selon plusieurs sources, il y aurait de plus en plus de tensions entre la marine et les réseaux de passeurs. *«Bien que l'information n'ait pas officiellement été confirmée, plusieurs témoins parlent d'un échange de tirs entre eux à proximité des côtes oranaises il y a une dizaine de jours»*, indique la chercheuse Nabila Moussaoui.

Une autre **vidéo**, tournée en juin dernier, montre comment des passeurs parviennent à s'échapper lorsque la marine tente de les intercepter, toujours au niveau des côtes oranaises. *«On est face à une mafia qui se comporte d'égale à égale avec l'État»*, commente-t-elle.

Les voies à partir de l'Oranie sont considérées comme étant les plus fiables et sûres par les harraga. Nassim a tenté la traversée à quatre reprises depuis cette wilaya entre 2020 et 2021. *«Les quatre premières fois, j'ai payé 750euros pour faire le trajet dans une barque en bois. On a été interceptés plusieurs fois. On a aussi été à la dérive durant 12heures après une panne de moteur en mer un jour. On a dû revenir par la force de nos bras.»*

Après plusieurs échecs, il finit par payer à un passeur la somme de 4000euros, qu'il réunit en s'endettant auprès de ses proches, pour partir à bord d'un semi-rigide. *«Tout était très bien organisé. On nous a installés dans un hôtel à Oran la veille, puis on est partis de Bouzedjar, près de Aïn Temouchent, tard le soir. On avait un bon moteur. Le guide [le conducteur] avait un GPS et un téléphone satellite, on est arrivés en Espagne en trois heures. [Les passeurs] choisissent le point de départ en fonction de leurs rapports avec la marine»*, affirme le jeune homme, aujourd'hui travailleur sans-papiers en France.

Le cousin de Nassim a fait appel à ce même passeur il y a deux semaines, venant rallonger la liste des Algériens débarqués sur les côtes espagnoles en septembre.

«Les mafias ont en effet de meilleures embarcations et font en sorte de partir plus légères de manière à être plus rapides. Nous sommes très inquiets car avec autant de personnes en même temps et à ce rythme, nous n'avons pas les moyens ni les fonds pour rechercher les embarcations de migrants et enquêter sur les disparitions... Mais nous continuerons autant que possible à venir en aide aux personnes en difficulté en mer et aux familles qui ont besoin de soutien dans ces moments difficiles», conclut Francisco Jose Clemente Martin, qui tente chaque jour de retrouver l'identité des personnes décédées en Méditerranée occidentale.

Boîte noire

* Le prénom a été modifié.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.